

Lettre d'information
n°1-2023

Renforcer l'inclusion financière des réfugié-e-s, ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux

Editorial

« Là où l'exil est exclusion, l'asile repose [ou devrait reposer] sur des politiques et dispositifs d'inclusion, d'hospitalité et d'accueil »ⁱ. Environ 2,3 % de la population mondiale, soit 184 millions de personnes, dont 37 millions de réfugiés, vivent en dehors de leur pays de nationalitéⁱⁱ. Les mouvements transfrontaliers d'aujourd'hui se caractérisent par leur diversité. Les populations émigrent à cause de déséquilibres mondiaux, comme les conflits et la violence. D'autres facteurs, comme les changements démographiques et le changement climatique vont aggraver ces déséquilibres et accroître les facteurs de migration dans les années à venir.

D'où l'enjeu, pour l'Agence française de développement, d'améliorer ses modalités d'intervention en vue du renforcement de l'inclusion financière des réfugié-e-s ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux. Il s'agit de contribuer à leur meilleure insertion économique et sociale dans les territoires d'accueil. Le financement de deux projets mis en œuvre par la Fédération Handicap International en Colombie et Mercy Corps Europe en Ouganda offre une opportunité pour tirer les enseignements de ces expériences innovantes grâce au dispositif de capitalisation transversale soutenu par la FISONG-2021.

LA FISONG-AFD « INCLUSION FINANCIERE DES MIGRANTS », DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'instrument FISONG dont l'Agence française s'est dotée depuis 2008 vise à cofinancer des projets innovants dans le cadre de partenariats établis avec des ONG internationalesⁱⁱⁱ. La dimension innovante des projets peut recouvrir plusieurs facettes (techniques, méthodologiques, organisationnelles). Les projets financés peuvent correspondre, à la fois, au changement d'échelle d'innovations préexistantes ou à l'expérimentation de nouvelles innovations à une échelle localisée afin de rechercher, en termes de dispositifs et d'adaptation au contexte, des réponses aux problèmes rencontrés. Ils visent, de ce fait, à enrichir les processus de politiques publiques et à renforcer la prise en compte des initiatives de la coopération non gouvernementale. En complément, dans le prolongement des réflexions stratégiques engagées dans les domaines des interventions en zones de crise et de fragilité

tout comme dans l'appui aux systèmes financiers, la FISONG 2021 vise pour l'AFD à organiser un **retour d'expérience** afin d'améliorer la capacité de l'agence à élargir ses interventions en matière d'inclusion financière des migrants.

L'hypothèse majeure relevée par la FISONG est que les populations migrantes vulnérables, au sens large (i.e. « réfugié-e-s, déplacé-e-s internes ou migrant-e-s économiques »^{iv}), sont confrontées à des obstacles spécifiques en matière d'accès aux services financiers, notamment liés à leur trajectoire migratoire et à leurs lieux d'accueil. L'innovation dans le domaine de l'inclusion financière peut contribuer à lever ces obstacles et plus globalement à améliorer l'intégration socioéconomique de ces populations migrantes vulnérables.

LE PROJET « CERRANDO BRECHAS » EN COLOMBIE

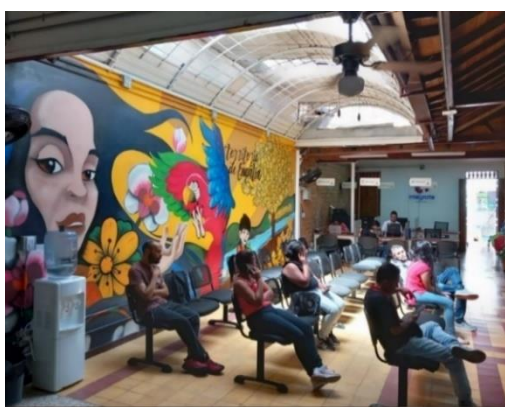


Le contexte et les objectifs du projet

Des 6,8 millions de vénézuéliens et vénézuéliennes réfugiés et migrants, près de 43 % se trouveraient en Colombie. Près de 52 % sont des femmes. Les informations suivies par la coordination régionale inter-agences des Nations-Unies projetent en Colombie (GIFMM)^v, pour 2024, une population migrante vénézuélienne en forte croissance, composée de 3,3 millions de migrants « à destination », autour de 450.000 personnes « en transit », près de deux millions de personnes « pendulaires », réalisant des allers-et-retours aux frontières et autour d'un million de colombiens « retournés », c'est-à-dire des migrants de famille d'origine colombienne. Pour les migrants à destination, les besoins liés à l'emploi et aux activités génératrices de revenu sont dominants (respectivement 69 % et 61 %). En général, les transferts monétaires concernent, avant tout, l'aide humanitaire ou sociale. Mais, à moyen terme, il est souvent nécessaire d'articuler l'inclusion financière des réfugiés avec les démarches d'accompagnement à l'intégration socio-économique. En ce sens, elle représente un potentiel à approfondir dans la « graduation » des parcours d'accompagnement^{vi}. En matière d'accès au financement, les analyses contextuelles abordent, du point de vue des migrants, les barrières à l'entrée (comme

l'accès au « permis de protection temporaire » et sa reconnaissance par les institutions financières colombiennes) et les mécanismes à « impacts négatifs » qui permettent de faire face au financement de leurs besoins : mendicité, désépargne, endettement pour la consommation alimentaire, ventes d'actifs (biens) ou activités contraintes (mais non déclarées).

Le projet mis en œuvre par la Fédération Handicap International consiste à mettre à profit l'utilisation de technologies numériques et de partenariats public-privé afin d'accroître l'inclusion financière et les opportunités économiques des migrants en Colombie tout en incluant des dimensions genre et handicap fortes. Ce projet, mené en partenariat avec la Fondation Capital inclut une étude de marché, la conception de modules d'information et de formation à destination des populations migrantes par le biais de deux applications numériques, la conception d'un simulateur de portefeuille électronique, la sensibilisation et la formation d'organisations locales ou internationales fournissant des services financiers, la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès des acteurs financiers et des autorités publiques.



Centro Intégrate, centre d'accueil pour migrants
Ville de Medellín, juin 2023 © Iram



Atelier de formation de leaders communautaires à Medellín,
Ville de Medellín, juin 2023 © Iram

Réalisations en cours

L'année 2022 a permis de mener une **étude sur le comportement financier** de la population migrante^{vii} via des groupes de discussion avec les personnes migrantes dans les trois villes du projet. Cette étude et les premières activités du projet (par le témoignage des leaders par exemple) confirment l'hypothèse de « **brèche financière** » à la base du projet : seulement 38 % des personnes réfugiées et migrantes vénézuéliennes accèdent au moins à un produit financier formel, contre plus de 82 % des ménages colombiens. Réduire cette brèche semble essentiel pour renforcer l'intégration socioéconomique des populations migrantes vénézuéliennes. Différentes activités ont

permis d'enclencher les activités dans le domaine de **l'éducation financière** : la participation à des événements locaux (notamment les « foires de services aux migrants »), réunions et ateliers afin de sensibiliser la population migrante et préparer l'organisation des cycles de formation de formateurs, lesquels ont démarré début 2023 à Bogota et Medellin. En complément, différents **produits financiers ont été testés** du point de vue de leur accessibilité aux migrants vénézuéliens et des possibilités d'accompagner leur utilisation par la population-cible (cf. encadré).

Les solutions de Finance numérique en expérimentation



ConHéctor est un assistant virtuel qui s'adresse à des personnes en situation de vulnérabilité afin de les mettre en relation avec des solutions numériques adaptées au travers de WhatsApp. Depuis plusieurs années, divers intermédiaires déploient l'application dans une dizaine de pays en Amérique latine et en Afrique autour de contenus centrés sur l'entrepreneuriat, les finances personnelles, la santé, l'épargne et le crédit (<https://fundacapital.medium.com>).



LISTA est une plateforme numérique proposant à divers acteurs (organisations, agences de développement, institutions publiques) un outil permettant de proposer un accès à des contenus numériques spécifiques à leurs bénéficiaires. Développé par la Fondation Capital, il a permis en une dizaine d'années de toucher plus d'un million de personnes dans douze pays africains et latino-américains en six langues.

Les **modules d'information et de formation** qui composent les deux solutions numériques ci-dessus ont été conçus à partir des résultats de l'étude sur le comportement financier de la population migrante. Ils sont structurés sur la base de cinq modules : a) épargne (« ahorro ») ; b) bien assuré ; c) « comptes clairs » ; d) « dettes saines » et e) portefeuilles numériques. L'intérêt de l'accès par l'utilisation des **portefeuilles numériques** qui permettent, à la fois, le paiement en ligne, le dépôt et l'épargne est encouragé et ce, pour plusieurs raisons. Parties intégrantes du système financier formel, leur utilisation est régulée et, de ce fait, plus sûre. Ils sont concurrentiels dans leur tarification et le processus d'ouverture en ligne est plus accessible pour les migrants et les personnes handicapées. Enfin, l'équipe en

charge du projet a organisé un processus de **réunions avec les acteurs stratégiques des trois territoires** concernés afin de renforcer le rôle de ces derniers dans le déploiement des activités du projet. L'équipe s'est également impliquée dans les **concertations du GIFMM** au niveau de l'insertion économique dans chaque territoire ainsi qu'au niveau de l'inclusion financière à l'échelle nationale.

Ubicación geográfica



LE PROJET « REFINE » EN OUGANDA

ReFine

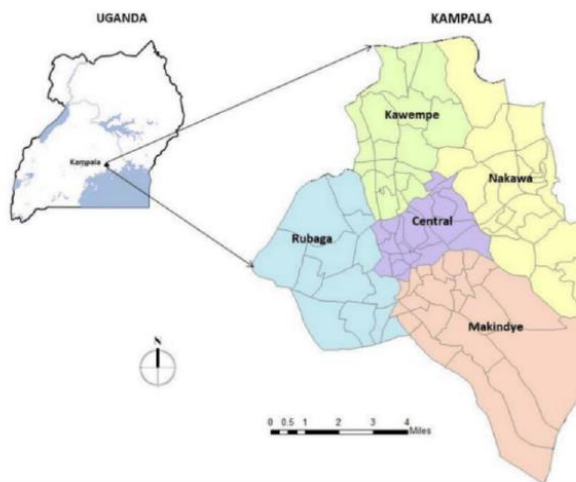
Le contexte et les objectifs du projet

L'Ouganda compte le plus grand nombre de réfugiés parmi tous les pays africains et fait partie des trois pays au monde accueillant le plus de réfugiés. Parmi cette population réfugiée, il est estimé^{viii} que 60 % provient du Sud Soudan et 30 % de la République Démocratique du Congo.

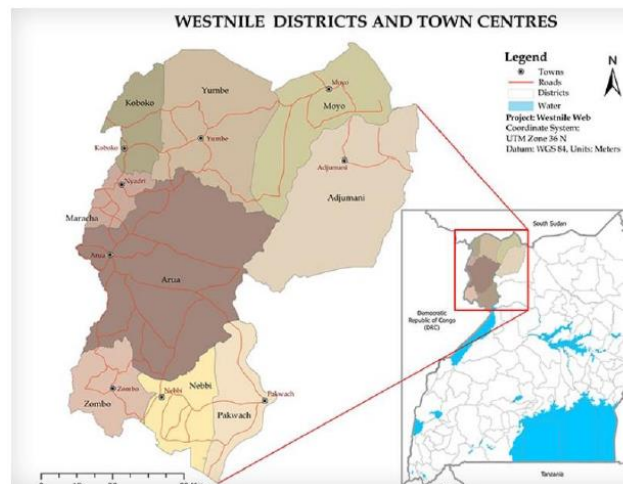
L'Ouganda, qui compte près de 28 camps accueillant les réfugiés sur son territoire, dispose d'un cadre réglementaire favorable à la reconnaissance des droits des réfugiés. Dans le prolongement du *Refugee Act* de 2006 et de l'encadrement de cet accueil, le *Comprehensive Refugee Response Framework* de 2017 ouvre aux réfugiés le droit de travailler légalement, de se déplacer dans le pays et la possibilité de s'intégrer dans les communautés (au-delà des camps de réfugiés). La mise en œuvre opérationnelle de ce cadre est soutenue par de nombreuses organisations de la société civile et

des institutions internationales qui accompagnent les dynamiques d'intégration à l'échelle locale.

Le projet soutenu par la FISONG en Ouganda et mis en œuvre par Mercy Corps Europe consiste à favoriser l'inclusion financière de deux mille réfugiés en Ouganda. Il favorise le renforcement des capacités des bénéficiaires en travaillant notamment sur deux aspects : l'appui à l'éducation financière et numérique des réfugiés, et la conception par les fournisseurs de services financiers de produits centrés sur leurs besoins. Le projet vise en même temps la mise à disposition de capitaux à coût abordable et à faible risque afin de favoriser la croissance du portefeuille de clients réfugiés au sein des fournisseurs de services financiers. Le projet a démarré en septembre 2022 et intervient dans deux localités du pays : la région du Nil Occidental et Kampala.



Zones d'intervention à Kampala
© ReFine



Zones d'intervention dans la région du Nil Occidental
© ReFine

Réalisations en cours

La période de septembre 2022 à mars 2023 a permis de lancer la collaboration avec les différents partenaires du projet, au premier rang desquels Kiva^{ix}, plateforme de crowdfunding et véhicule d'investissement solidaire et Cohere, une organisation de réfugiés.

Elle a également assuré la réalisation de l'étude 60 Decibels MFI Index qui a permis l'analyse de la clientèle des trois institutions de microfinance partenaires (Ugafode, Finca et Vision Fund) et d'un rapport de base (« Baseline Findings Overview ») du projet. Ce rapport établit l'état initial de l'inclusion financière des réfugiés, évalue les capacités des partenaires, produit les données en vue d'évaluer l'impact des actions et identifie les besoins complémentaires afin de renseigner les plans d'action des partenaires.

Dans le cadre de ce plan d'actions, le projet ReFine a bénéficié du soutien du F3E^x afin d'intégrer la dimension genre. Un cahier des charges d'une expertise genre a été établi et l'équipe a partagé un questionnaire d'auto-évaluation auprès des partenaires du projet - institutions de microfinance et organisations de

réfugiés - comme première étape du travail à réaliser.

Dans ce même cadre, des conventions d'assistance technique auprès des institutions de microfinance sont en cours de préparation. L'une porte sur un programme de formation des équipes aux spécificités de l'inclusion financière des réfugiés et le second concerne la stratégie de développement de produits centrés sur les besoins des réfugiés.

Au cours de cette période, le programme de formation à l'éducation financière des bénéficiaires a permis de toucher 610 réfugiés (dont 465 femmes) grâce à 9 sessions de formation de formateurs à Kampala et 8 sessions dans le Nil Occidental. Aussi, les capacités financières et administratives de 20 organisations de réfugiés ont été développées.

Enfin, le projet a permis, via l'implication de son partenaire financier Kiva, de mettre à disposition près de 1,1 millions de dollars (USD) auprès des institutions de microfinance partenaires. Ugafode a bénéficié d'un financement de 500.000 USD, Vision Fund d'un financement de 400.000 USD et FINCA d'un financement de 200.000 USD.



Réunion – Bidi Bidi
Mars 2023 © Mercy Corps



Affichage en Ouganda, 2022
© Fondation Grameen-Crédit agricole

LES THÉMATIQUES DE LA CAPITALISATION TRANSVERSALE

Cinq des sept thématiques de capitalisation transversale ont été retenues, avec un premier travail de cadrage et d'identification des contributions de chacun des projets. Elles sont présentées dans cette première lettre d'information. Les lettres suivantes reviendront sur les autres thématiques ainsi que sur les avancées de la capitalisation transversale. L'objectif est de déboucher, en 2025, sur sept « **notes d'enjeux** » permettant d'approfondir les thématiques les plus critiques dans le cadre des deux projets et d'en tirer les enseignements.

Connaître les profils financiers pour proposer une offre adaptée en matière de services financiers

Construire une offre de services financiers suppose une bonne connaissance des profils financiers, très divers selon les réalités socio-économiques et les conditions de départ, le déroulement des parcours migratoires ainsi que les conditions d'intégration dans la société d'accueil. Ce type de connaissance présuppose l'existence de travaux approfondis sur la compréhension des pratiques financières des migrants, tout comme l'analyse de leurs

déterminants. Diverses méthodes et outils sont mobilisés à ce niveau, comme les monographies de journaux financiers (*Financial Biography*^{xi}) ou les bases de données statistiques disponibles^{xii}. La capitalisation s'intéressera à la façon dont les projets ont mobilisé l'information, analysé les besoins spécifiques des différentes catégories de migrants et *in fine* identifié les difficultés et bonnes pratiques à mettre en œuvre.

Disposer d'une identité pour avoir accès aux services financiers

Dans les deux pays, qu'il s'agisse du permis de protection temporaire des Vénézuéliens en Colombie ou de l'*ID Refugee Card* en Ouganda, de nombreuses difficultés se posent en matière de reconnaissance de l'état civil et d'identité numérique au niveau des institutions financières travaillant avec les migrants. Par exemple, les différences de nombre de chiffres dans les documents d'identité ou encore de légalisation du statut des réfugiés vénézuéliens entravent la possibilité des institutions financières colombiennes de les enregistrer et bloquent l'accès aux services.

Face à ces difficultés, les ONG engagées dans la FISONG se mobilisent de différentes façons, ce que la capitalisation transversale approfondira. Des discussions peuvent s'établir directement avec les institutions financières pour aménager les règles d'enregistrement adaptées à ce type de public. Un dialogue peut s'établir entre

différentes organisations -pouvoirs publics, associations de migrants, ONG, agences des Nations Unies - autour d'un mécanisme unique de reconnaissance de l'identité. Un tel mécanisme peut s'articuler, comme en Ouganda, avec la possession et l'usage d'un téléphone portable (carte SIM) et reposer sur les modalités mises en œuvre par les différentes agences et programmes des Nations-Unies (HCR, OIM, OIT, PNUD, etc.). Des solutions biométriques sont testées et les partenaires, en Colombie notamment, sont engagés dans la promotion d'un dialogue plus institutionnel avec les acteurs de la régulation financière et les associations professionnelles et bancaires. Il existe également un risque, constaté en Colombie de « désinclusion financière » quand les documents précédemment enregistrés par les entités financières ne sont plus reconnus pour donner accès aux services à certains migrants.

La finance numérique comme solution pour les migrants transfrontaliers ?

Les téléphones portables et l'internet constituent, dans le contexte des migrants, un moyen particulièrement approprié d'accéder aux services financiers numériques. Ils permettent, en particulier, des solutions adaptées et non discriminatoires à la

reconnaissance de l'identité des personnes et des innovations quant à la combinaison des services, notamment au travers des « portefeuilles numériques » qui permettent de répondre à un ensemble de besoins financiers des populations migrantes

(paiements en ligne, transferts migratoires, épargne, etc.). Cependant, l'offre de prêt, pourtant essentielle à la perspective d'insertion socioéconomique des migrants (prêt professionnel pour des activités génératrices de revenus) semble encore limitée faute de données suffisantes sur les comportements financiers.

Le développement de ces différents services s'accompagne d'une préoccupation croissante sur la protection des données personnelles, en particulier pour des publics vulnérables comme

le sont les populations migrantes (enjeu de la « finance ouverte »). Par ailleurs, se développent également des risques accrus de fraudes (par hameçonnage ou usurpation d'identité numérique qui, en 2021 en Ouganda ont contraint l'*Uganda Communications Commission* à suspendre temporairement l'usage des cartes SIM pour les réfugiés) qui doivent être mieux appréhendés dans le dialogue politique autour du cadre réglementaire ainsi que dans les outils d'éducation financière.

Inclusion financière versus insertion socioéconomique

Comme l'ont fait observer les ONG partenaires de la FISONG, quand les migrants demeurent en situation d'exclusion économique, les possibilités et perspectives de l'inclusion financière sont limitées : « *Pas besoin d'ouvrir un compte si on n'a pas d'argent à y mettre !* ». Derrière l'inclusion financière, l'enjeu est d'élargir les perspectives d'insertion socio-économique et de réduire la vulnérabilité économique des populations migrantes et réfugiées. Au-delà du parcours migratoire, de nombreuses formes d'endettement usuraire (comme le « *gota a gota* » en Colombie) sont constitutives de risques accrus de violence envers les populations migrantes.

Certaines activités, comme l'agriculture pour 41% des réfugiés en Ouganda^{xiii}, sont risquées à financer. Il s'agira donc d'approfondir comment les partenaires accompagnent l'élargissement des opportunités socioéconomiques pour les porteurs de projet et accompagnent le dialogue au niveau des politiques publiques afin de mieux prendre en compte les contraintes rencontrées par ce public spécifique dans l'accès aux activités économiques (par exemple, foncier en Ouganda, marché de l'emploi en Colombie) mais également à la protection sociale dont il peut, sous différentes modalités, bénéficier (filets sociaux, accès à l'alimentation, couverture santé, etc.).

Inclusion financière et migrant-e-s, une approche par le genre

Des premières expériences, il apparaît que les contraintes spécifiques liées au genre sont à prendre en compte à toutes les étapes du parcours migratoire des femmes : insécurité au cours de leur voyage et du processus d'accès aux documents, difficultés d'accès aux services financiers et aux outils numériques, insertion économique limitée par leurs responsabilités et leurs charges domestiques au quotidien. En même temps l'inclusion financière des femmes migrantes joue un rôle transformateur des relations de genre. L'accueil des familles est facilité par les contacts établis et la solidarité exprimée entre les femmes migrantes qui échangent informations et services (garde d'enfants, etc.) pour améliorer les conditions d'insertion des nouveaux arrivants. La question des formes que prend l'inclusion financière est déterminante dans les relations de genre et, tout particulièrement, sur le risque de

violences faites aux femmes en lien avec l'utilisation des fonds mis à disposition. L'accompagnement dans ce domaine est donc déterminant pour prévenir ces risques (en veillant à « ne pas nuire » par des formes d'endettement inappropriées) et renforcer les conditions favorables pour l'intégration socioéconomique des femmes.

Les deux projets bénéficient d'un appui renforcé en matière d'expertise genre soutenu par l'AFD et, en lien avec les précédentes thématiques, il sera particulièrement intéressant de tirer les leçons des accompagnements sur la maîtrise des outils numériques, l'animation de réunions ou l'estime de soi qui permettent de renforcer « *l'empowerment* » des femmes, en particulier des leaders communautaires qui se mobilisent comme médiatrices des projets.

UNE VEILLE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE AU SERVICE DE LA CAPITALISATION

Les outils de veille de la capitalisation transversale

Il existe de nombreux travaux de recherche et expériences concernant l'inclusion financière des réfugié-e-s et migrant-e-s au service de l'insertion socio-économique dans les deux pays concernés ainsi qu'à l'échelle internationale. Il s'avère donc important, dans le cadre de la capitalisation transversale, de croiser l'expérience des partenaires des deux projets avec la connaissance scientifique et technique produite sur la thématique.

Afin de structurer la veille scientifique et technique en accompagnement de la FISONG, deux modalités ont été testées et sont mobilisées comme apports de connaissances externes en appui aux apports d'expériences des partenaires des deux projets. Au niveau scientifique, une interrogation sur un moteur de recherche de l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne avec les mots-clés « *Financial inclusion* », « *migrants* », « *refugees* » est réalisée chaque trimestre. Classées par critère de pertinence, les ressources sont analysées et une dizaine de références et résumés d'articles et de recherche en sont extraits. Pour la veille technique, une alerte hebdomadaire via *Google Scholar* a été déclenchée sur les trois mêmes mots-clés en français, espagnol et anglais et en y incluant les mentions pays, Ouganda et Colombie. Les documents sont issus de travaux techniques dans les deux pays ou de publications institutionnelles à l'échelle internationale.

Une sélection d'entre eux, à raison d'une dizaine de travaux par semestre, est mise à disposition des acteurs de la FISONG au travers de la plateforme partagée qui a été mise en place au démarrage des travaux. Les prochaines lettres d'information présenteront quelques-unes de ces ressources les plus remarquables.

La capitalisation transversale des projets de la FISONG-AFD « Inclusion financière des migrant-e-s », supervisée par la Division « Systèmes financiers » de l'Agence française de développement (www.afd.fr), est pilotée par une équipe de l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement (www.iram-fr.org) composée de François Doligez, Youssef Makrouf, Agnès Lambert et Liora Stührenberg. Au niveau des projets, sont associés aux travaux de la capitalisation transversale : Marcela Carvajal cheffe de projet Humanity and Inclusion en Colombie (www.hi.org), Daniela Pradilla de la Fondation capital en Colombie (www.fundacioncapital.org) et, en Ouganda, David Darkwa, chef de projet Mercy Corps (www.mercycorps.org). Pour tout complément, l.stuhenberg@iram-fr.org

ⁱ « Documenter, représenter et penser les exils », Ségolène Débarre, Alice Franck & Patrick Simon, Dossier #1257, Revue de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <https://1257.pantheonsorbonne.fr>.

ⁱⁱ Banque mondiale, 2023, *Rapport sur le développement dans le monde : Migrants, réfugiés et société*, abrégé, Banque mondiale, Washington DC, <https://openknowledge.worldbank.org>.

ⁱⁱⁱ <https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong>. L'instrument FISONG a donné lieu à une évaluation en 2020 (Ex-post AFD n°85, décembre 2020) ainsi qu'à une étude complémentaire en matière de cohérence menée par le groupe Pluricité et publiée en septembre 2021 (toutes deux disponibles sur le site www.afd.fr).

^{iv} Pour faciliter la lecture de la Lettre d'information, lorsqu'il est fait référence à des personnes au regard de leur statut (migrant, réfugié, déplacé) ou de leur profession (agriculteur), le propos s'applique indifféremment du genre des personnes considérées. Le genre n'est spécifié que dans les cas où cela est nécessaire.

^v <https://www.r4v.info/es>. R4V, *Plan de respuesta para refugiados y migrantes (RMRP)*, Enero 2023-diciembre 2024.

^{vi} de Montesquiou A. & Sheldon T., 2014, *From Extreme Poverty to Sustainable Livelihoods, a Technical Guide to the Graduation Approach*, CGAP-Ford Foundation.

^{vii} Cerrando Brechas, 2022, *Estudio de mercado para identificar necesidades y brechas relativas a la inclusión económica y financiera de la población migrante venezolana en Bogotá, Medellín y Baranquilla*, 91 p. & annexe 2 du rapport d'activité HI : « Synthèse de l'étude sur le comportement financier de la population migrante ».

^{viii} *Rebuilding livelihoods in displacement, Endline Report, BFA Global, Mars 2022, page 10.*

^{ix} <https://www.kiva.org>.

^x <https://f3e.asso.fr>.

^{xi} Rutherford S., 2002, *Comment les pauvres gèrent leur argent ?*, Gret-Karthala ou les travaux du NYU Financial Access Initiative, *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*, Princeton University Press, 2009.

^{xii} Laufer H., 2023, *Explorer de nouveaux marchés grâce aux données segmentées sur les clients*, Blog Findev, 3 octobre 2023.

^{xiii} BFA Global, 2022, *Rebuilding livelihoods in displacement, Endline Report*.